

canadienne, celui du chômage hivernal qu'apportent régulièrement les rigueurs de nos hivers canadiens.

Si nous appliquons ce terme à l'exposé budgétaire de caractère électoral du ministre des Finances (M. Turner) qui en était à son premier budget, l'on doit reconnaître qu'il a fait des déclarations très intéressantes; je pourrais en citer un grand nombre. Le 24 février, ainsi que le rapporte le hansard, à la page 217, le ministre disait:

... je constatais qu'il nous faudrait tout d'abord assurer d'excellents emplois aux Canadiens en quête de travail.

Voici une autre de ses déclarations, tirée du hansard du même jour, à la page 215:

Je sais parfaitement que la statistique ne remplace pas l'emploi.

Dans son même discours, il disait:

Je donnerai la plus haute priorité à la création permanente d'emploi rémunérateurs destinés aux Canadiens qui cherchent à travailler.

Je crois qu'on a déjà dit suffisamment de choses de ce côté-ci de la Chambre pour démontrer que le budget déposé par le ministre nie ces belles paroles. On ne sait si le ministre des Finances veut s'attaquer au double problème de l'inflation et du chômage, parce que, comme le rapporte le hansard du 8 mai, à la page 1998, il déclare:

Je cherche à assurer un rythme d'expansion industrielle qui ne risque pas d'aggraver les pressions inflationnistes de l'économie ni d'augmenter le coût de la vie. Notre gouvernement s'est engagé à assurer une stabilité raisonnable des prix.

Je désire faire remarquer que le budget ne traite pas de la question déclarée prioritaire par le ministre, c'est-à-dire du chômage auquel il faut apporter une solution globale et efficace. D'autres députés ayant déjà parlé dans ce sens aujourd'hui, je serai bref. On s'est attaché davantage à diminuer l'impôt des sociétés pour stimuler l'économie. C'est parfait en tant que mesure à long terme pour traiter des problèmes économiques à long terme, mais au Canada il nous faut des solutions pour les problèmes du jour. Le chef de l'opposition a parcouru le pays sans ménager sa peine, pour s'attaquer au principal problème, pour offrir au peuple canadien, non seulement dans cette Chambre mais aussi dans les tribunes, les solutions qu'il juge les plus appropriées pour régler le problème. J'ai remarqué que le député de Winnipeg-Sud-Centre (M. Osler) s'était vivement intéressé à ses activités à cet égard.

Il est intéressant de constater que le chef de l'opposition a suscité un énorme intérêt dans l'Ouest comme le révèlent les sondages d'opinion publique. Les difficultés qui découlent du marasme économique qui atteint les sociétés, les entreprises manufacturières et les industries de transformation ne sont qu'un aspect du problème. Selon moi, si nous voulons un budget destiné à régler le problème le plus urgent, d'après le ministre des Finances, soit fournir de bons emplois aux Canadiens qui cherchent du travail, il nous faut sans attendre augmenter le pouvoir d'achat du public.

Certains porte-parole du gouvernement ont parlé du cauchemar qu'est l'inflation. Or les dépenses extravagantes du présent gouvernement ont contribué davantage à attiser l'inflation que toute demande excessive de la part du public canadien. Le moment est mal choisi pour relater

[L'hon. M. Dinsdale.]

avec force détails la manière dont le gouvernement a accru ses dépenses à tel point que l'inflation a été le résultat inévitable de la mauvaise gestion financière du gouvernement.

Il faut actuellement réduire les impôts des particuliers et le chef de l'opposition a été logique en présentant cette proposition au peuple canadien, ce qui explique l'attaque virulente du député de Winnipeg-Sud-Centre, mais sans suite. Le député de Red Deer (M. Thompson) a traité le sujet, soulignant que depuis 1968, le gouvernement actuel a tenté de faire face au problème du sous-emploi et de la sous-production qui afflige l'économie canadienne en favorisant, sur le plan fiscal, les sociétés au lieu des particuliers. Il a cité des chiffres mais certains des députés présents actuellement n'y étaient pas alors.

De 1968 à 1969, le revenu découlant de l'impôt sur le revenu des particuliers est passé de 34 à 44 p. 100, tandis que l'impôt sur le revenu des sociétés a baissé de 20 p. 100 en 1968-1969 à 15 p. 100 en 1972-1973. Une fois encore, le gouvernement a eu recours à la même formule pour résoudre ce que le ministre des Finances a désigné comme étant le principal problème de l'économie canadienne. Je prétends qu'elle aura exactement le même résultat. Elle provoquera une hausse du chômage à longue échéance, comme les chiffres le révéleront au cours des prochains mois, au lieu d'augmenter les possibilités d'emploi.

Il y a une foule d'usines modernes qui chôment d'un bout à l'autre du Canada, à cause de la faible demande du consommateur. En ma qualité de député de l'Ouest, je voudrais signaler que la dépréciation rapide de l'outillage ne réglera pas les problèmes de l'Ouest, cette région dont on peut dire qu'elle est la partie relativement attardée du Canada. Comme on l'a souligné, si on encourage l'accélération de l'amortissement pour l'outillage utilisé par les industries manufacturières et de transformation, la machine finira par remplacer les ouvriers.

• (1650)

Il ne fait aucun doute, d'après moi, que cela crée une situation telle qu'elle avantage les étrangers, car nombre de machines utilisées dans les usines sont construites à l'étranger. Évidemment, une utilisation accrue de machines dans l'industrie manufacturière fait partie de l'automatisation qui est une des causes principales de l'accroissement du chômage. Le gouvernement n'a pas même commencé à s'attaquer au problème de l'automatisation. On se rendra compte que la machine élimine d'abord les manœuvres. Voilà le secteur de l'économie canadienne où le chômage chronique se fait le plus sentir. Naturellement, dans des régions telles que l'Ouest canadien, où il y a pénurie d'industries manufacturières et de transformation, cet amortissement accéléré de l'outillage ne contribuera pas beaucoup à résoudre les problèmes.

Le député de Winnipeg-Sud-Centre, le ministre de l'Agriculture et d'autres orateurs, comme le ministre d'État de Calgary-Sud (M. Mahoney), ont tous essayé de nous convaincre que tout va pour le mieux dans l'Ouest du pays. Il n'y a pas si longtemps, certains de ces messieurs utilisaient une expression qui est devenue une des plus populaires chez les mandarins politiques. Ils parlaient de l'aliénation de l'Ouest.